



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la Coordination et du  
Soutien Interministériels  
Bureau de l'environnement**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° A6623 du 08 DEC. 2025  
modifiant l'arrêté d'autorisation n° 4971 du 10 mai 2010 relatif à l'extension et à la  
restructuration d'un élevage de poules pondeuses exploité au lieu dit « Le  
colombier » à Saint-Porchaire sur la commune de Bressuire (79 300)**

Le préfet des Deux-Sèvres,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles et notamment le titre VIII du livre 1er, les titres I et II du livre II et le titre 1er du livre V ;

**Vu** le chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED ;

**Vu** l'ordonnance n° 2012-7 du 5 janvier 2012 portant transposition du chapitre II de la directive IED précitée ;

**Vu** le tableau constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexé à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition du chapitre II de la directive IED précitée ;

**Vu** le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

**Vu** le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

**Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

**Vu** l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté du 9 juillet 2024 établissant le Programme d'actions régional (PAR) en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Nouvelle-Aquitaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 4971 du 10 mai 2010 pour 261 720 animaux équivalents ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER , secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

**Vu** la prise d'acte n° A5623 du 5 février 2015 du bénéfice de l'antériorité pour la rubrique principale 3660-a élevage intensif de volailles ;

**Vu** la prise d'acte n° A5935 du 20 octobre 2017 suite à la transformation du bâtiment P1 en mode d'élevage plein-air avec volières et parcours plein-air de 9,6 ha avec une baisse de l'effectif à 242 400 poules pondeuses ;

**Vu** la prise d'acte n° A6131 du 9 octobre 2019 de la déclaration dans le cadre du réexamen des conditions d'exploitation ;

**Vu** la prise d'acte n° A6230 du 21 septembre 2020, avec un effectif total passant de 242 400 poules pondeuses à 182 400 ;

**Vu** la prise d'acte n° A6523 du 14 mai 2024 suite au transfert de nom l'EARL DANS LE 7 N'OEUFS devenant la SCEA DANS LE 7 N'OEUFS ;

**Vu** la demande d'examen au cas par cas adressé à Monsieur le préfet par la SCEA DANS LE 7 N'OEUFS le 10 juillet 2025 concernant la modification de son atelier existant de poules pondeuses avec aménagement intérieur en volières de deux poulaillers existants actuellement conduits en cages et la construction d'un poulailler pour élever des poules pondeuses en plain air pour compenser la réduction des effectifs ;

**Vu** la décision du 19 août 2025 relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'Environnement déposé par la SCEA DANS LE 7 N'OEUFS ;

**Vu** le dossier présenté par la SCEA DANS LE 7 N'OEUFS le 10 juillet 2025 relatif à un projet de modification de son atelier de poules pondeuses consistant en la poursuite de l'aménagement en volières des bâtiments existants et la construction d'un bâtiment neuf pour compenser la baisse des effectifs ;

**Vu** le permis de construire n° PC 079049 25 00040 accordé le 25 septembre 2025 par le maire de Bressuire ;

**Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 28 juillet 2025 et du 6 octobre 2025 ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Vu** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 20 novembre 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 01 décembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** la réponse de l'exploitant reçue par courriel le 2 décembre 2025, mentionnant ne pas avoir d'observation à formuler ;

**Considérant** que le projet vise à poursuivre les modifications de son atelier en aménageant en volières des bâtiments existants et en construisant un bâtiment supplémentaire afin de compenser la baisse des effectifs sur le site ;

**Considérant** que la modification projetée amène à une diminution des effectifs de 21 % par rapport aux effectifs prévus dans l'arrêté initial ;

**Considérant** que la sensibilité du milieu et qu'aucun des enjeux liés au projet ne justifient d'instruire la demande selon la procédure prévue pour une demande d'autorisation environnementale ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

## **ARRÊTE**

### **1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **1. 1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation**

La SCEA DANS LE 7 N'OEUFS, (SIRET 41 862 974 700 019) dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Colombier » 79 300 Bressuire est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter, les installations détaillées dans les articles suivants.

## 1.1.2 Localisation des installations

### 1.1.2.1 Bâtiments et annexes

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, le lieu-dit, les parcelles et la section suivante :

Commune	Lieu-dit	Section	Parcelles
Bressuire	« Le colombier »	CR	52-53-54-56-61-62-63-64-65-66-69-86-90-91-92-93-94-95-98-124-125

Les installations situées ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de masse de l'établissement annexé au présent arrêté.

### 1.1.2.2 Autres limites de l'autorisation

Les effectifs seront répartis par bâtiment comme suit :

Bâtiments	Superficies	Structures	Emplacements
Bâtiment P1	1 080 m <sup>2</sup> +584 m <sup>2</sup>	Plein air en volières avec jardin d'hiver	24 000 emplacements de poules pondeuses
Bâtiment P2	1 650 m <sup>2</sup>	Volières sur 2 niveaux	154 000 emplacements de poules pondeuses
Bâtiment P3	3 258 m <sup>2</sup>	Volières sur 2 niveaux	90 000 emplacements de poules pondeuses
Bâtiment P4	2 616 m <sup>2</sup>	Plein air en volières	40 000 emplacements de poules pondeuses

## 1.2- Nature des installations

les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubriques ICPE	Installations et activités concernées	Seuil de critères	Régime du Projet	Portée de la demande
3660	Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	> à 40 000 emplacements	A	20 8000 emplacements
2170-2	Engrais, amendement et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 : 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j	≥ à 1t/j et < à 10t/j	D	7,3 t/j

A : autorisation, D : déclaration



elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubriques IOTA	Installations et activités concernées	Seuil de critères	Régime du Projet	Portée de la demande
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	/	D	/
1.1.2.0-2	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> / an mais inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> / an	> à 10 000 m <sup>3</sup> < à 200 000 m <sup>3</sup>	D	9 102 m <sup>3</sup>

D : déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

En outre L'exploitant respecte les dispositions suivantes :

– arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

– arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

– arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des

rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

### **1.2.1 Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

### **1.2.2 Réglementation IED**

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3660 relative à l'élevage intensif de volailles et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF Élevage.

Conformément à l'article L.515-28 du Code de l'Environnement, l'exploitant procède, périodiquement et dans un délai défini réglementairement et commençant à partir de l'adoption d'un nouveau document technique de référence au niveau européen (BREF), au réexamen de ses conditions d'exploiter pour tenir compte de l'évolution des meilleures techniques disponibles.

### **1.3 – Conformité du dossier de demande d'autorisation**

les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent les dispositions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.

### **1.4 – Cessation d'activité**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'autorisation.

En application de l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Cette notification indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

Afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, à l'article L211-1, l'exploitant effectue les opérations suivantes :

- 1/ La mise à l'arrêt définitif,
- 2/ La mise en sécurité
- 3/ Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues à l'article R.512-39-2 ,
- 4/ La réhabilitation.

## **2 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **2.1 – Prélèvements et consommation d'eau**

#### **2.1.1 : Réseau d'eau public**

les besoins en eau du réseau pour l'activité s'établissent à **4450 m<sup>3</sup>/an**

### 2.1.2 - Eau du forage

le forage est localisé lieu dit « le colombier », sur la parcelle 66 section cr commune de bressuire (coordonnées lambert ii x :437 916 m et y : 6 644 240 m) est autorisé pour une consommation annuelle maximum de 9 102 m<sup>3</sup>/an.

Il satisfait les besoins en eau pour l'abreuvement du cheptel et le nettoyage des salles d'élevage.

**L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter la consommation en eau.**

## 3 – CONDITIONS PARTICULIÈRES

### 3.1 – Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont supprimées, remplacées par le présent arrêté :

Références des actes antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté d'autorisation n° 4971 du 10 mai 2010	<u>Titre 1</u> Article 1.1 Article 1.3.1 Article 2.1 Article 2.2 Article 2.3 Article 3 Article 5.5 Article 6 Article 7	<u>Titre 1</u> Remplacé par l'article 1.1.1 Remplacé par l'article 1.2.2 Remplacé par l'article 1.2 Remplacé par l'article 1.1.2.1 Remplacé par l'article 1.1.2.2 Remplacé par l'article 1.3 Remplacé par l'article 1.4 Remplacé par l'article 4.2 Remplacé par l'article 1.2.1
	<u>Titre 2 à 12</u>	Les prescriptions sont remplacées par les prescriptions des arrêtés ministériels en vigueur.
	<u>Annexe</u>	Supprimée

## 4 – DISPOSITIONS FINALES

### 4.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

### 4.2 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **4.2 – SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation de conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

## **4.3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **4.4 – PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions des articles R.512-46-24 et R.181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie BRESSUIRE et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de BRESSUIRE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application notamment de l'article R.512-46-11 à savoir la commune de BRESSUIRE ;

4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.



#### **4.5 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, le maire de BRESSUIRE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SCEA DANS LE 7 N'OEUF.

Niort, le **08 DEC. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER

